

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA CONDAMNE LA DIFFUSION D'UN COMMUNIQUE INCITANT A LA VIOLENCE

Bangui, le 11 Juillet 2018 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), condamne la publication, en début de semaine, d'un communiqué outrageant et discriminatoire par une organisation dénommée « Ligue de Défense de l'Eglise », appelant à la violence contre une communauté sur des bases religieuses. « La MINUSCA lance un appel à toute la population centrafricaine pour qu'elle résiste à toute forme de manipulation qui pourrait entraîner de nouvelles violences », a indiqué en conférence de presse le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro.

« Tout en soulignant sa forte condamnation des crimes odieux commis contre des membres du clergé catholique notamment, la MINUSCA rappelle que de tels discours enfreignent à des dispositions aussi bien internationales que nationales qui encadrent l'exercice de la liberté d'expression et de la presse », a ajouté le porte-parole. Il a salué la condamnation dudit communiqué par le Haut Conseil de Communication (HCC) et a réitéré l'engagement de la MINUSCA à poursuivre son action avec les autorités gouvernementales et autres entités centrafricaines pour faire cesser toute propagation de discours pouvant fragiliser le vivre ensemble, conformément à son mandat et à la résolution 2399 du Conseil de sécurité.

Au cours de la conférence de presse, le porte-parole a indiqué que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies ainsi que le leadership et les chefs de sections de la MINUSCA ont signé mardi, « un engagement destiné à renforcer la prévention et la lutte contre les exploitations, les abus sexuels ainsi que les harcèlements sexuels ». « La signature de ce document réitère l'engagement de la Mission dans la mise en œuvre de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général contre l'exploitation et les abus sexuels, notamment la protection des victimes », a-t-il souligné.

Concernant le monitoring de la situation des droits de l'homme en Centrafrique, le porte-parole a annoncé que la MINUSCA a vérifié et documenté, tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays, 69 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 139 victimes, au cours de la période du 4 au 10 juillet. « Les zones les plus affectées sont le Noufo, dans la Mambéré-Kadéï avec les

éléments du groupe armé Siriri et la zone de Mores et ses alentours, dans la Nana-Gribizi, lors de l'attaque des populations par les éléments armés MPC », a renchéri le porte-parole, soulignant que les auteurs présumés des 69 incidents sont d'une part les groupes armés et d'autre part les agents de l'Etat.

Le porte-parole a évoqué les efforts entrepris récemment par les forces vives centrafricaines dans certaines parties du pays, en vue de la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale, avec la signature d'un pacte de non-ingérence entre les communautés islamiques de Kaga-Bandoro, Bria et Ndélé destiné à « dissocier les communautés religieuses des actions entreprises par des criminels » ainsi que la mise en place d'un comité d'alerte précoce et de prévention de génocide, de crimes de guerre et autres atrocités à Bria. « La division des droits de l'homme de la MINUSCA, qui a soutenu l'organisation de l'atelier, va appuyer ce comité », a annoncé le porte-parole, condamnant par ailleurs les violences qui ont eu des répercussions sur l'appui humanitaire.

De son côté, le porte-parole de la Force, le major Séraphin Embondza, s'est penché sur la situation sécuritaire, « globalement positive malgré quelques incidents notamment dans le sud-ouest avec le groupe Siriri ». A l'est, le porte-parole militaire a mis l'accent sur « les patrouilles conjointes de jour et de nuit Force-FACA, effectuées dans le village de Bandaka, Bandassi 1et 2 et au niveau du camp des déplacés internes ». « A Obo, sur l'axe Obo-Mboki les FACA en collaboration avec la Force de la MINUSCA ont érigé des points de contrôle afin d'empêcher les éléments armés de la LRA de commettre des actes de violence et de harcèlement contre les populations civiles », a-t-il ajouté.

Pour sa part, le porte-parole de la composante Police de la MINUSCA, le capitaine Leo Franck Gnapié, a annoncé le démarrage d'une formation à Berberati, sur les techniques d'enquêtes complexes au profit de 13 officiers de police et gendarmerie centrafricains. Il a aussi annoncé l'organisation récente, dans le cadre de la mise en œuvre des postes de Police avancés, d'une sensibilisation au camp des déplacés de Nguéré A Gba Da, Kaga-Bandoro, sur les détentions illégales d'armes à feu et de munitions et le port d'armes blanches dans les camps.